

UMP : qui a encore peur de Nicolas Sarkozy ?

Article rédigé par Roland Hureaux, le 30 janvier 2009

Alors que le Président a sans états d'âme renvoyé aux calendes le projet de réforme des lycées, dont il est vrai personne n'avait compris ni le sens ni l'utilité, il veut au contraire faire passer en force l'ouverture des commerces le dimanche.

La révolte de soixante députés de la majorité, provisoirement apaisée par une large atténuation du projet, est apparue clairement pour lui comme une menace grave qu'il lui fallait à tout prix conjurer.

Cette révolte, on la comprend : tant de projets mal ficelés, inadaptés ou carrément impopulaires sont soumis à la représentation nationale qu'on ne s'étonne pas qu'à la fin elle se rebiffe. C'est le fruit d'un système absurde où le chef exige une réforme par jour sans se demander si elles sont bonnes ou mauvaises. Cette fronde n'est pas isolée : après Nicolas Dupont-Aignan, c'est au tour de Daniel Garrigue (appuyé en sous-main par Alain Juppé) de quitter l'UMP en invoquant, contre le retour à l'OTAN, la fidélité au gaullisme. D'autres pourraient suivre au fur et à mesure que les députés comprendront que leur destin politique ne dépend d'ores et déjà plus de Nicolas Sarkozy.

Qu'est-ce qui tient un député dans le giron majoritaire ? Pour quelques uns, l'espoir d'un maroquin ministériel ou d'une subvention. Pour tous, la crainte de ne pas être réinvesti par leur parti aux prochaines élections. Point d'investiture, point d'étiquette: c'est le passage à la trappe assuré. D'autant que les élections législatives venant immédiatement après l'élection présidentielle, l'impact de celle-ci éclipse complètement la personnalité des candidats.

Un effet du quinquennat : le président ne peut être réélu

Or un des effets méconnus du quinquennat est que le président en place est quasiment inéligible ; il ne sert à rien que la révision de la Constitution ait prévu d'interdire plus de deux mandats consécutifs. Il n'y en aura pas plus d'un. Pourquoi ?

Dans l'état de frustration où se trouve l'opinion française depuis trente ans, les majorités sortantes sont presque systématiquement désavouées par le peuple.

De Gaulle est en fait le seul président de la Ve République qui ait été vraiment réélu. C'était en 1965 et ce fut avec une majorité bien plus courte que prévu : 55 % contre 45 %.

Ensuite ? Pompidou mourut avant d'être soumis à réélection. Giscard d'Estaing fut battu au bout d'un mandat. Quant à Mitterrand et Chirac qui furent l'un et l'autre réélus une fois, on oublie que cela ne leur fut possible que parce qu'ils bénéficièrent, si l'on peut dire, d'un temps de cohabitation avec un Premier ministre du bord opposé où, privés de l'essentiel de leur pouvoir, ils purent se refaire une virginité, devenant *de facto*, tout en demeurant sous les lambris de l'Élysée, le chef de l'opposition. Sinon, il ne fait aucun doute qu'ils eussent été balayés à la fin de leur premier mandat.

En raison du septennat, dont un des buts était de faire coïncider le mandat présidentiel et le mandat législatif, Nicolas Sarkozy ne bénéficiera pas (sauf à provoquer une dissolution difficilement compréhensible) d'un temps de cohabitation. Malgré le redoux de la présidence européenne, sa cote de popularité demeure basse et, la crise économique s'approfondissant, s'abaissera encore. Cela sans espoir de retour : la partie de l'opinion qu'il a déçue ne veut plus entendre parler de lui et il n'a aucune chance de se la réconcilier.

Quelle chance de réélection ?

Donc pour Sarkozy, on peut le dire aujourd'hui : aucune chance de réélection.

Comment cela se passera ? Qu'importe. En pleine pantalonnade du congrès de Reims, Arcachon, une des circonscriptions les plus à droite d'Aquitaine a élu un socialiste. Il y a de fortes chances qu'en 2012, *n'importe quel* socialiste, batte le président sortant. À moins qu'il ne soit pas présent au second tour : soit parce qu'il aura été éliminé au premier par un rival de son camp : Bayrou, Dupont-Aignan ou quelque autre dissident. Soit que la majorité, dans un réflexe de survie ne le laisse pas se représenter comme elle le fit avec Chirac la dernière fois.

Le scénario importe peu. Dès que les députés de l'UMP auront tous compris que leur destin politique ne dépendra pas de Nicolas Sarkozy lors du prochain renouvellement de l'Assemblée, il y a fort à parier que la vie du président ne sera pas une partie de plaisir.

Cela sans compter les effets de la réforme constitutionnelle qui a vu l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée (en permettant au Parlement de ne discuter qu'un projet gouvernemental revu en commission et en renonçant presque aux facilités du vote bloqué, dit 49-3), dont le caractère imprudent ne s'explique que parce que le Président était sûr de tenir sa majorité, ce qui sera de moins en moins le cas.